

Jean Paul II à Dili ?

La visite du Pape en Indonésie et au Timor-Oriental a donné lieu à des informations contradictoires.

Le Pape a refusé de visiter l'Indonésie "à cause de Timor mais aussi de la situation des Droits de l'Homme dans le reste de l'Indonésie", annonçait le 'Diário de Notícias' du 31 mars, citant une source diplomatique à Rome.

Le soir du même jour, Radio Renascença, radio liée à l'Eglise catholique, annonce que le Pape ne va pas seulement en Indonésie mais aussi au Timor-Oriental. Radio Renascença confirma l'information auprès de l'évêque de Djakarta qui dit être normal que, visitant l'Indonésie, le Pape visite aussi le diocèse de Dili, l'un de ceux qui ont la plus forte densité de catholiques. Le secrétaire de l'évêque de Dili confirma que le Pape serait en Indonésie du 9 au 14 octobre et qu'il visiterait Dili le 13 (grande fête religieuse à Timor, anniversaire des apparitions de Notre-Dame de Fátima -Portugal). Le secrétaire de l'évêque, le P. António Costa refusa d'attribuer un sens politique au fait que la visite se réaliserait dans le cadre d'une visite à l'Indonésie.

Les jours suivants, citant des sources diplomatiques non spécifiées, les journaux portugais révélaient que ~~le~~ Pape aurait mis comme condition pour répondre positivement à une invitation de visiter l'Indonésie, la possibilité d'aller au Timor-Oriental. Les divergences sur l'opportunité de cette visite au sein du régime indonésien n'auraient été surmontées que le 31 mars, ce qui expliquerait les informations contradictoires.

La révélation de l'exigence du Pape influença les premiers commentaires de façon positive: si la visite était le résultat d'une exigence du Pape, il semblait légitime d'espérer qu'il avait l'intention de dénoncer la situation existant au Timor-Oriental.

Les autorités portugaises n'avaient pas été averties de ce voyage, déclara le Premier Ministre. De Rome où il accompagnait le Président de la République, le Ministre des Affaires Étrangères déclara: "il n'y a pas encore confirmation" de la visite du Pape à Dili, et l'ambassade auprès du Vatican dit que les doutes sur ce voyage étaient énormes (O Jornal - 7/4/89).

Les députés de la Commission parlementaire chargée d'accompagner la question timoraise vont remettre au Nonce Apostolique à Lisbonne une lettre dans laquelle ils demandent au Pape de planifier sa visite au Timor-Oriental de façon à en faire la dernière étape de son voyage et de ne pas provoquer des doutes sur son intégration dans l'Indonésie. (Independente - 7/4/89).

Invité par des journalistes à commenter l'annonce de la visite du Pape à Timor, Le Président de la République portugaise répondit: "Je ne commente pas les déplacements du Pape, à cause du respect que je lui dois, qu'il aille à Timor ou en Indonésie. Il est clair que les voyages de Sa Sainteté ont leurs fins propres, qui fait partie de la diplomatie et de l'action missionnaire de l'Eglise, et qui sont différentes de celles qui se réalisent entre États" (Diário de Notícias - 9/4/89).

Quelques jours plus tard le Ministre des Affaires étrangères du Portugal est reçu par Mgr Cassidy bras droit du Secrétaire d'État Mgr Casaroli: "J'ai dit clairement que le Gouvernement portugais ne veut pas intervenir sur une visite pastorale ou officielle de Sa Sainteté, quelle qu'elle soit, mais j'ai expliqué en détail la position portugaise et ce qui est en jeu. Mgr Cassidy connaît bien le problème, il est australien. Aucune décision n'a encore été prise sur la visite. Le sujet est à l'étude". (Jornal de Notícias - 13/4/89).

L'hebdomadaire 'O Jornal' dit que les doutes se maintiendront tant que Mgr Tucci, chargé de l'organisation des voyages du Pape ne sera pas revenu d'Extrême-Orient où il se trouve précisément pour préparer ce voyage. Selon une source hautement placée au Vatican, dit le même journal, la visite du Pape à Dili dépend du désir que l'Eglise locale manifesterait en ce sens, désir qui pourrait être formulé par le clergé timorais auprès de Mgr Tucci et qui a déjà été formulé à Rome par Mgr Belo.

~~le 14/4/89~~
Toujours selon 'O Jornal' des sources diplomatiques portugaises se demandaient si la 'fuite d'informations' sur la visite du Pape au Timor-Oriental n'était pas "pour le Vatican une façon de tester la sensibilité du Portugal et de la communauté internationale" : cette visite si elle se réalise, contredira toutes les règles de la diplomatie puisque le Pape entrerait dans le territoire avec l'aide de l'occupant indonésien alors que pour l'ONU -et pour le Vatican- Portugal est toujours la puissance administrante légitime.

"La visite est positive pour l'Indonésie parce qu'elle favorisera la reconnaissance internationale de l'intégration du Timor-Oriental " écrit 'Angkatan Bersenjata' le journal des Forces Armées indonésiennes. *quando?*

Le 8 avril le Président de la République portugaise était reçu par le Pape, audience déjà prévue dans le cadre de sa visite officielle en Italie. L'audience dura 40 minutes. Mário Soares révéla qu'il avait remis au Pape une lettre qu'il avait reçue de l'évêque de Dili où celui-ci "décrit les persécutions des autorités indonésiennes contre les catholiques et la situation dans laquelle vivent les timorais". "Le Pape avait déjà reçu un document identique" dit M. Soares.

Le Pape et M. Soares parlèrent donc de Timor mais, dit le Président de la République portugaise, le Pape "ne m'a pas dit qu'il allait à Timor". Malgré cela M. Soares considère qu'une telle visite "pourrait avoir des résultats positifs si le Pape en profitait pour dénoncer la situation et pour "transmettre des espoirs aux catholiques timorais" (O Jornal 14/4/89).

À un autre journal, le 'Europeu', Mário Soares déclare: "Les intérêts du Vatican comme État peuvent ne pas coïncider à un moment donné avec les intérêts de l'État portugais. Mais je ne suis pas sûr de cela dans ce cas spécifique parce que je considère que l'objectif de la visite du Pape à l'Indonésie, même s'il va à Timor, est la défense -qu'il ne manquera pas de faire- de la paix et des Droits de l'Homme. C'est toujours une intention utile pour le peuple du Timor-Oriental Et le Pape est au courant de la situation qui se vit là-bas" (Europeu 14/4/89).

Selon le journal indonésien 'Jakarta Post', le Nonce Apostolique à Djakarta, Mgr Canalini a déclaré: "Il était difficile pour le Pape de venir ici sans visiter la plus forte communauté catholique" à Dili. L'Église catholique du Timor-Oriental est sous le contrôle direct du Vatican et "y restera pour maintenant" dit le Nonce. "Nous connaissons le désir du Gouvernement indonésien que l'Église catholique du Timor-Oriental soit administrée directement par la Conférence Épiscopale d'Indonésie" mais le Saint-Siège pense que cela ne peut se faire tant que le problème du Timor-Oriental n'est pas résolu au niveau international. "Lorsque la solution aura été rencontrée au niveau international le Saint-Siège la suivra sans aucune hésitation" conclue le représentant du Vatican (Jakarta Post - 12/4/89).

Dans un télex venu de Djakarta, l'agence UPI communique que: "la visite (du Pape) au Timor-Oriental et aux autres Provinces est organisée par le Gouvernement et non par la Conférence Épiscopale". Cette affirmation a été faite par l'archevêque indonésien Darma Atmadja à la sortie d'une rencontre avec le Président Suharto. (UPI - Djakarta - 4/89).

L'invitation officielle envoyée au Vatican par Mgr Belo pour que Jean Paul II visite le Timor-Oriental a "causé une surprise", écrit l'hebdomadaire portugais 'Expresso' citant une 'source ecclésiastique du Vatican'. Mgr Belo écrit dans sa lettre d'invitation qu'il fait celle-ci "sur instructions" du Gouvernement indonésien. Selon le protocole diplomatique du Vatican les invitations doivent être faites par les responsables de l'Église locale que la Pape va visiter. L'accord sur cette visite ayant été obtenu le 31 mars entre le Vatican et le Gouvernement indonésien, Mgr Belo aura voulu de cette façon montrer son mécontentement pour n'avoir pas été entendu et être appelé à officialiser une invitation qu'il n'a pu négocier (Expresso - 22/4/89).

Entrevista AA
Cartas para Belo

tel. 24 PA